

6-2012

Apré la Guerre: Les Immigres Algeriens en France

Alexander Porter

Union College - Schenectady, NY

Follow this and additional works at: <https://digitalworks.union.edu/theses>



Part of the [Demography, Population, and Ecology Commons](#), and the [European History Commons](#)

Recommended Citation

Porter, Alexander, "Apré la Guerre: Les Immigres Algeriens en France" (2012). *Honors Theses*. 884.
<https://digitalworks.union.edu/theses/884>

This Open Access is brought to you for free and open access by the Student Work at Union | Digital Works. It has been accepted for inclusion in Honors Theses by an authorized administrator of Union | Digital Works. For more information, please contact digitalworks@union.edu.

APRES LA GUERRE: LES IMMIGRES ALGERIENS EN FRANCE

By

Alexander B. Porter

A THESIS SUBMITTED IN PARTIAL FULFILLMENT
OF THE REQUIREMENTS FOR THE DEGREE OF
BACHELOR OF FRENCH AND FRANCOPHONE STUDIES
UNION COLLEGE

Charles Batson, Advisor

March 9, 2012

ABSTRACT

PORTER, ALEXANDER Algerian Immigrants in France after the Algerian War. Department of Modern Languages.

ADVISOR : Charles Batson

This thesis explores the treatment of Algerian immigrants in France after the Algerian war through various lenses. First, it examines how the bitter Algerian war against the French colonizing power influenced French citizens and politicians at home against Algerian immigrants. It then moves on to discuss the demographics of Algerian immigrants living in France, and the shift it underwent in the years following the war. It then discusses the poor treatment Algerian immigrants underwent politically, economically, and culturally while living in France. Finally, this thesis examines the current state of Algerian immigrants in France.

Après la guerre d'indépendance algérienne, les immigrés algériens en France se sont retrouvés dans une situation difficile. Comme ils n'étaient pas vraiment français, ni vraiment algérien, ces personnes des deux identités ont lutté pour trouver une place acceptable dans la société française. Pendant les années qui ont suivi et précédé la fin de la guerre en 1962, nous allons examiner comment ils vivaient économiquement, comment ils ont été traités politiquement et socialement par le public français, et de leur démographie en général.

Cet article va retracer la façon dont la guerre d'Algérie a impacté les conditions de vie des immigrés algériens en France à travers de nombreuses années. Il permettra de démontrer comment l'inégalité persistante des immigrants existe en France, et pourquoi, pour des raisons de colonialisme, le racisme, et l'apathie. Il montrera également comment la vie des immigrants de première et de deuxième génération en France sont différentes et similaires.

La Guerre en Algérie

Avant de discuter la situation des immigrés algériens en France après la guerre d'Algérie, il est nécessaire de décrire rapidement la guerre elle-même. La guerre, après tout, a été sanglante et amère, et a aidé à créer l'atmosphère des tensions que les Algériens se sont trouvés plus tard en France. Les cicatrices laissées par la mémoire de la guerre ont été si profondes que le gouvernement français n'a pas reconnu l'existence de la guerre jusqu'en 1991 (Alexander, 1).

La guerre a officiellement débuté le 4 Novembre 1954 (la semaine de Toussaint), lorsque le groupe nationaliste Front de Libération Nationale (FLN) a attaqué 30 cibles distinctes militaires et policières. Le FLN, et les autres groupes d'indépendance, avaient des motivations diverses et parfois contradictoires, mais la résistance violente a été alimentée par le colonialisme français et la domination économique de la population des «pied-noirs» (les immigrants européens vivant en Algérie (Naylor, 11). Des Algériens, pendant ce temps, se sont retrouvés dans des conditions économiques mauvaises et vivant dans des bidonvilles concentrées autour des villes.

Le FLN a souvent attaqué des cibles sans discrimination, sans égard pour la vie des citoyens. Les citoyens français ont été tués avec des haches et des couteaux, et le groupe a bombardé des bars et cafés et les stades (Naylor, 26). Le FLN a également attaqué des musulmans pour créer la peur pour empêcher les citoyens de voter aux élections (Horne, 317).

Les Français, en réponse, ont torturé ses prisonniers, et profané le corps des morts (Horne, 115). Le climat de peur était telle que "The European saw terrorists in every Muslims, the Muslims feared reprisals by the Europeans.... The streets were almost deserted with the exception of armed patrols" (Horne, 123).

Les actualités françaises ont créé le sentiment anti-guerre en France, en montrant des soldats qui ont tué des citoyens désarmés (Horne, 122). Le FLN a organisé de nombreux massacres notables. Dans un incident, les musulmans qui travaillaient dans une mine ont dirigés des soldats FLN à un

village pied-noir. Des familles entières ont été tuées, avec 37 morts au total. Quand les troupes françaises se sont réveillés aux nouvelles, ils ont commencé à abattre tous les Arabes qu'ils ont vu, et ils tiraient dans des groupes de personnes pendant deux heures (Horne, 121).

L'armée française a finalement commencé à réaliser que les méthodes qu'ils utilisaient n'étaient pas la meilleure façon de gagner les cœurs et les esprits de la population, et a changé la façon dont elle a combattue la guerre. Moins des civils ont été tués et plus de troupes ont été intégrés pour protéger la population. C'était trop peu, trop tard, cependant. Le FLN avait commencé une pétition de la communauté internationale, et les États-Unis, ainsi que d'autres pays, ont abandonné son soutien à la guerre. Le FLN a utilisé les cas de le torture par les français pour gagner l'avantage sur la France pour l'indépendance algérienne.

Est-ce que c'est donc dans cette atmosphère incroyablement violent et méprisable qui Algériens se sont retrouvés dans la France ? Ce qu'est vrai est que c'était une relation conflictuelle. La question reste, cependant, si cette atmosphère qui a été créé en Algérie a été déplacée à la France. Si oui, est-ce que les preuves suggèrent, en termes des conditions économiques et sociales, que les Algériens ont été subjugués à cause de celui? Pour répondre à cette question, nous allons ensuite examiner où les premiers immigrants ont allés après la guerre, et comment ils ont vécu.

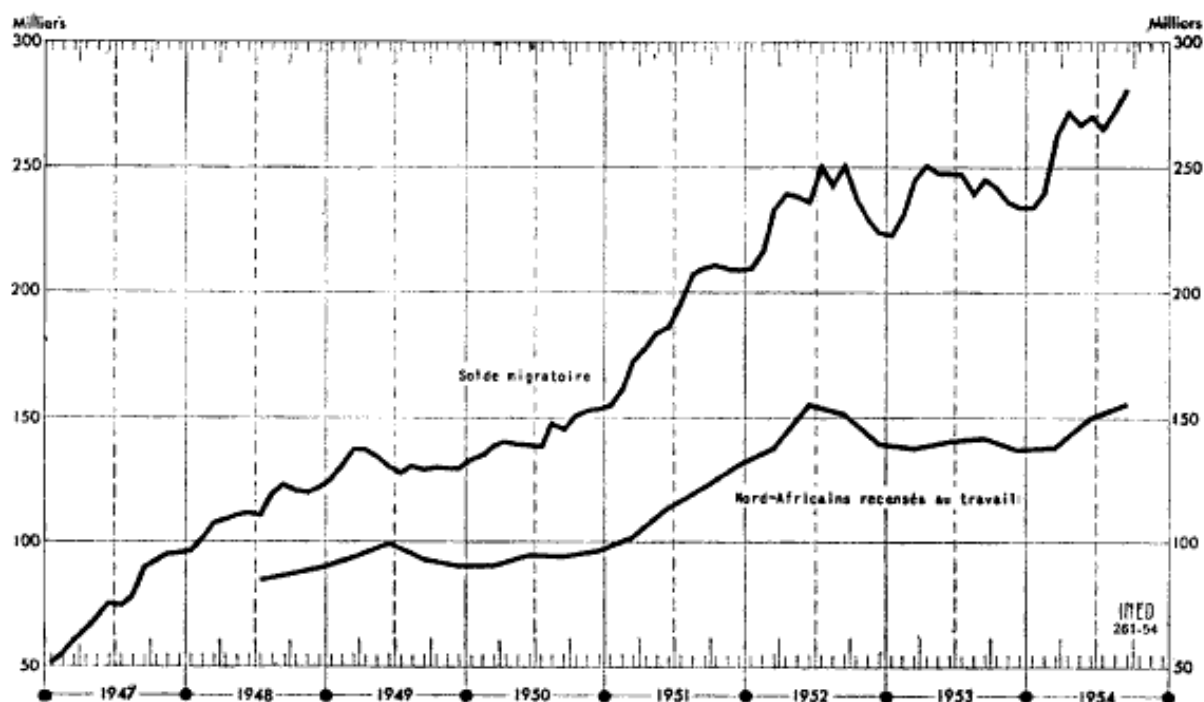
Qui étaient les Algériens ? : Des Motivations et Démographiques

En Algérie la population musulmane était en pleine expansion au début de la guerre. Il avait doublé pendant cinquante ans, de 3,8 millions en 1896 à 7,6 millions en 1948, et il a atteint environ 8,7 millions des gens en 1955 (Girard et Leriche, 99). Il s'agissait d'une croissance étonnante de près de 250.000 personnes par an pendant sept ans. Comme indiqué précédemment, les possibilités d'emploi étaient rares et insuffisants pour les Algériens qui vivaient dans leur pays, et comme le pays est devenu plus encombré, les conditions générales ont continué à se détériorer, surtout quand la guerre a commencé.

Ces perspectives ont assuré que la France est devenue un pays extrêmement attrayant pour les immigrants algériens. "La venue en métropole [de la France] est la conséquence logique des différences de niveau de vie et de l'union politique existant entre la France et l'Algérie, héritée du passé" (Girard et Leriche, 100). La migration algérienne était donc dans plusieurs façons comme la migration de nombreuses diasporas avant et après. Tout comme les Irlandais qui ont émigré en Amérique, ou les Turcs en Norvège, le mouvement a été alimenté par le désir d'une vie meilleure, de meilleures conditions sociales, et un meilleur travail. Il y avait également des attractions culturelles : « A l'attrait que le prestige artistique et intellectuel de [La France] exerce sur tout étranger s'ajoute... un fervent et particulier désir de connaître le pays de la langue dont il a hérite... », de comprendre la puissance de l'autorité

coloniale (Delerm, 527). La motivation majeure, cependant, et comme c'est souvent, était pour des raisons d'économie (Delerm, 526).

L'immigration était un phénomène général pour beaucoup d'Algériens: le mouvement collectif des masses d'Algériens dans la métropole française a assuré le chemin n'était pas étrange. Le choix n'était pas se lancer dans une aventure, mais plutôt de partir pour la France pour le travail ou de rester en Algérie et à accepter la vie comme c'était (Girard et Leriche, 101). Mais, l'immigration n'a pas nécessairement assuré que les Algériens ont été totalement aliéné. La proximité des deux pays a assuré les allers et retours fréquents, un luxe qui n'existait pas pour les autres immigrants en France loin de leur pays d'origine (Delerm, 527).



Mouvement de la main-d'œuvre algérienne musulmane entre la métropole et l'Algérie :
 1° Solde migratoire brut annulé de mois en mois (après adoption du nombre de 50.000 Algériens présents en France au 1^{er} janvier 1947);
 2° Effectif des travailleurs nord-africains recensés chaque trimestre par les services du travail et de la main-d'œuvre.

(Image et texte : Girard et Leriche, 101)

À la fin de l'année 1954, 300.000 Algériens vivaient en France (Girard et LeRicher, 100). Les Algériens ont été le plus grand groupe de tous les étrangers vivant en France à l'époque, qui constituent une population totale de 450.000 (Delerm, 516). Les immigrés algériens ont commencé à se concentrer ensemble, c'est-à-dire, ils ont suivi les amis et la famille et de connaissances vers les régions qui avaient réussi à accepter et donner du travail aux immigrants. Ces régions étaient pour la plupart des villes industrialisées, avec le besoin de main-d'œuvre (Girard et LeRiche, 100). En effet, les Algériens ont commencé à être considérés comme « une sorte de main-d'œuvre mobile, alors que la main-d'œuvre métropolitaine se déplace difficilement, leurs mouvements fournissent un indice économique d'une grande sensibilité » (Girard et LeRiche, 100). Les immigrants n'avaient pas les qualifications professionnelles, bien que le fait, bien sur, n'était pas qu'ils n'étaient pas capables intellectuellement d'obtenir telles qualifications, mais que les circonstances de la vie en France comme immigrants il était difficile de faire un chose comme ca (Girard et LeRiche, 101). Dans tous les cas, les Algériens principalement occupé le secteur des services ainsi que le secteur du travail, faisant des travaux tels que les bâtiments publics (Girard et LeRiche, 101).

IMMIGRATION TO GREATER MARSEILLE, 1962-8 FROM EUROPE AND NORTH AFRICA

Germans	2 600	British	404
Belgians	396	Swiss	416
Italians	2 868	Yugoslavs	416
Dutch	104	Algerians	10 784
Spaniards	10 468	Moroccans	8 576
Poles	28	Tunisians	8 236
Portuguese	1 276	Turks	356

(Image : Kinsey, 339)

Dans des villes comme Marseille, par exemple, il y avait une forte densité d'immigrants, le plus grand groupe de ce a été composé des Algériens. La majorité de ces Algériens étaient l'âge légal pour travailler, entre les âges de 25 et 44, mais dans cette ville en particulier, le chômage est resté élevé, er raison de l'économie dans un sens macro. Le résultat a été que "the Algerians congregate in the poorest housing and whilst many 'bidonvilles' have been eliminated, similiary insalubrious conditions have been reproduced vertically in the form of dilapidated flats with poor sanitation, dampness, rats and associated health risks" (Kinsey, 340). Les hommes avaient travaillé dans des emplois avec des taux élevés d'accidents et ont été mal payés. Quarante-deux pour cent ont travaillé dans le bâtiment, 30 pour cent dans le secteur manufacturier, et 25 pour cent dans le secteur des services. A Marseille, les Algériens représentaient 40 pour cent de tous les décès dans certains secteurs (Kinsey, 340).

Comme le montre l'image de Girard et LeRiche ci-dessus, les disparités ont augmenté entre les Algériens vivant en France et ceux qui sont employés réellement. Parce que les hommes avaient commencé à trouver des emplois stables, leurs familles avaient commencé à se joindre les hommes. En 1954, au moins 15.000 enfants et 6.000 femmes sont rejoint leurs maris et les pères algériens (Girard et LeRiche, 102). L'absence de rémunération élevée a frappé fort, cependant. Les familles sont "en effet, la plupart du temps, logés

bien au-dessous des normes d'habitation officiellement admises" (Girard et LeRiche, 102). Le manque de logements acceptables, Girard et LeRiche disent, a ralenti l'afflux de plus d'immigrants, "et pourtant celles qui sont venues demeurent, et acceptant ces conditions de vie, préférables du point de vue financier a une séparation couteuse" Girard et LeRiche, 102). Pour les enfants algériens, cependant, il était plus facile d'aller à l'école en France pour obtenir un certain type de qualification et un emploi, le niveau qui était impossible pour leurs pères.

« L'Accueil » Social

Au début, et avant la guerre, et comme nous l'avons vu, l'immigration algérienne en France a été graduelle. Même si les hommes et les femmes algériennes ne connaissent pas beaucoup le français, ils ont été généralement acceptés par la société française. Ils vivaient avec la classe ouvrière française, et "social workers involved with immigrant families noticed Algerian men playing pétanque with French neighbours or playing cards together in local bars" (MacMaster, 190). En fait, les Français ont même commencé à faire une liaison avec les Algériens, surtout ceux qui étaient des mêmes milieux socio-économiques. Des mères françaises ont donné aux enfants algériens des vêtements de seconde main après avoir vu que les enfants n'étaient pas des sauvages violents. Le méfiance initial mutuel n'existait pas quand les deux groupes ont commencé à avoir un contact quotidien (MacMaster, 191).

Mais tout cela a changé quand la guerre a commencée. Algériens vivant en France pendant la guerre a connu la ségrégation profondément, la xénophobie et l'hostilité générale. À bien des égards, ils ont été confrontés à une résistance nationale. Quelle était la cause de tout cela? Tout d'abord, le racisme dans les médias et la police a été augmenté au cours de la guerre, en partie en raison des efforts de le FLN. Alors que le groupe faisait une guerre en Algérie, comme nous avons vu, le FLN également été engagés dans une guerre en France. Le FLN avait cherché à faire une "base" dans la communauté des Algériens vivant en France, qui séparerait les Algériens et les Français, et de donc la collecte de renseignements par les agences françaises, et pour soutenir les opérations contre des cibles françaises. L'accroissement du malaise du public pour les Algériens pendant la guerre ont également contribué à encourager le racisme de la police (MacMaster, 191).

C'était donc un cycle d'auto-alimentation. Afin d'arrêter le FLN, la police a créé des mesures drastiques (comme nous le verrons). Leur racisme avait également alimenté la façon dont le public considérait les immigrés algériens. La peur avaient augmenté et le racisme de la population et ont ensuite fait la police plus susceptibles d'agir d'une manière plus drastique. Ces actions avaient augmenté la division entre les immigrés algériens et les Français, un fait qui était l'un des objectifs du FLN. Parce que cette fracture était fait plus grande, la police a pris plus d'action, etc.

En outre, l'augmentation de l'immigration par les Algériens après la guerre a conduit certains Français à se sentir comme s'ils étaient attaqués. La

police a déclaré que les Algériens étaient souvent des criminels et violents et étaient responsables de presque la moitié des agressions à Paris. Cela a encouragé la presse à prendre une vue xénophobe. Même dans le quotidien centriste "Le Monde", un article a été publié sur la première page en disant "La criminalité des Nord-Africains est devenu un problème national". Cependant, les rapports étaient généralement sans fondement et manquaient de preuves. (MacMaster, 191-192).

Mais le stéréotype a été créé avec succès, et les Algériens étaient considérés comme des pédophiles et des violeurs. MacMaster cite une situation dans laquelle un enfant, nommé Martine, a disparu en 1955.

"An evening newspaper, without any evidence, carried the headline, 'Little Martine abducted by a North African', but the next day simply noted, without any reference to its previous report, that the child had been 'taken' by her mother who had separated from her husband" (MacMaster, 192).



Les enfants dans un bidonville (MacMaster, Paris 1961, 67)

Les algériens se sont trouvés isolés et séparés de la population française. Leur langue, leur religion et leur culture étaient différentes du reste de la France. En place de ça, les Algériens ont choisi (et était forcé) de vivre entre eux dans les bidonvilles, qui a offert un sentiment de sécurité culturelle (Kinsey, 341). C'était typique de l'époque. Les stéréotypes raciaux ont été si souvent utilisés par le public qu'ils sont devenus ordinaires, et ils ont été institutionnalisés par la police. La police a lancé une campagne de harcèlement contre la communauté algérienne. Ils ont souvent arrêtés Algériens dans la rue et perquisitionné leurs domiciles sans raison. Cela a conduit les citoyens français à avoir peur des Algériens, les considérant comme de dangereux criminels (MacMaster, 194).

À la fin de la guerre en 1962, comme indiqué, les bidonvilles sont devenu une grande partie de la vie des Algériens (MacMaster, 193). Les conditions dans ces ghettos étaient si pauvres que très peu de personnes françaises avaient entré ces domaines (nous examinerons plus tard, les politiques françaises qui ont conduit à la destruction de ces bidonvilles). Même à l'intérieur de ces zones, les médecins avaient des zones d'attente séparées pour les Algériens et les Français. Les algériens, donc, n'étaient pas seulement culturellement distincte de véritables citoyens français, mais aussi physiquement séparés.

Telle était l'atmosphère de racisme et d'isolement extrêmes menant à le 17 d'Octobre 1961, une date connue comme le massacre Octobre. En le 6 Octobre, le chef de police de Paris avait ordonné à tous les cafés algériens ont fermé après cinq heures de l'après-midi, et a imposé un couvre-feu qui a interdit seulement les Algériens à l'extérieur. Des algériens, organisée par la branche française du FLN, ont décidé de protester en masse. Des hommes, des femmes et des enfants ont marchées dans la rue dans le centre de la ville. Pour beaucoup des gens, marginalisés à l'extérieur de la ville, c'était leur première fois au centre (MacMaster, 200). En tout, peut-être 40000 Algériens ont assisté. Ils ont scandé des slogans anti-guerre et en faveur du FLN. Les manifestants ont ensuite rencontré la police :

Dozen upon dozens of Algerians were knocked unconscious and then thrown, with hands and legs tied, into the Seine. About fifty Algerians held in the courtyard of the Prefecture of Police, where [the chief of police] was at the time commanding operations, were killed in this way. In all some two hundred Algerians were murdered by the police, while another 11 500, in an operation reminiscent of the round up of the Jews in

the Velodrom d'Hiver in 1942, were arrested and held in the Stadium of Courbevoie and the Palais de Sport (MacMaster, 200).

Certains citoyens français ont aidé la police, mais la majorité était indifférent.

Il était une apathie accablant, ce qui suggère que les citoyens français ont rejoint leur gouvernement dans la subjugation d'immigrés algériens, ou du moins, ont refusé de reconnaître les algériens d'égal à égal.

. Beaucoup de nationalistes français avaient prévu que l'immigration des Algériens se terminerait après la guerre. Ils soutenaient qu'il était important de conserver les emplois français pour les Français, qu'il n'y avait pas suffisamment d'emplois pour tous les citoyens français, que la culture française ne devrait pas être influencée par les cultures extérieures. En fait, voici sont des bon nombre des mêmes arguments qui sont faites à travers le monde.

Les membres du FLN ont également espéré pour la fin du mouvement, après avoir connu l'humiliation et les mauvaises conditions de vie en France. Mais l'émigration était une nécessité économique pour des nombreux Algériens. L'économie algérienne a été en partie détruite par la guerre, le retrait de la population pied-noir avait laissé un grand trou dans les domaines techniques nécessaires à l'exécution d'une économie, et des villages entiers ont été abandonnés.

France, quant à lui, avait permis une clause dans l'accord de paix avec l'Algérie que les Algériens ont permis d'entrer en France librement. La raison de cette disposition était que la France souhaitait de conserver le contrôle de l'approvisionnement en pétrole algérien et les routes commerciales de pétrole. Il

semblait donc, même après des années de guerre sanglante et le racisme terrible, que les destins des deux pays sont liés ensemble. Ce serait bien de dire que dix ans après la guerre d'Algérie pour l'indépendance, les attitudes sociales ont changé en France, mais il serait trop facile, et aussi faux. Algérie a nationalisé son approvisionnement de pétrole, et le pays a interdit à ses travailleurs qualifiés de quitter leur patrie. France, quant à lui, a opposé des coûts élevés d'Algériens de logement, et consacrée à arrêter des travailleurs clandestins (MacMaster, 205).

Enfin, en 1973, la violence raciste a éclaté, et les Algériens ont été tués dans toute la France (MacMaster, 205-206). Des protestations anti-arabes sont également devenues populaires à l'époque, en particulier dans le sud de la France où les immigrants étaient concentrés.

Toute cette affaire des Algériens en France met en évidence la résistance des stéréotypes raciaux. La culture de la police et les médias a alimenté les sentiments racistes du public, qui à son tour alimenté la police et les médias. À bien des égards, il semble qu'il s'agissait un cercle d'auto-renforcement et sans fin. Comme les pied-noirs, c'était un préjugé colonial qui a fait son chemin de retour à la patrie. Le ressentiment est en partie grâce aux soldats et aux pieds-noirs qui sont retournés en France. Après tout, plus de quatre pour cent de la population française est allé au guerre en Algérie, où ils ont été attaqués par des civils et soldats, où ils ont vu des atrocités, et où ils étaient endoctrinés dans la pensée coloniale et la haine (MacMaster, 212). Certains pieds-noirs, quant à leur, avait été expulsé par la violence, et a souhaité faire la même chose avec les

immigrants algériens. Ils n'avaient aucune sympathie pour les personnes vivant dans leur pays, parce qu'ils n'avaient reçu aucune dans l'Algérie.

Mais si les meurtres de 1973 ont fait quelque chose de bon, c'était qu'ils ont forcé les Algériens de prendre une position définitive. Les immigrés algériens ont commencé à occuper les cafés qui étaient leur refusé, les mairies et aux rues aux centre-ville. Dix ans après la guerre, les immigrés algériens avaient finalement commencé à créer un endroit pour eux-mêmes.

Situation Politique

Pour analyser comment le politique envers l'immigration algérienne a évolué comme il avait fait, il faut d'abord examiner l'attitude des Français envers le colonialisme en général. L'Algérie a été le joyau de la couronne de l'empire français. Comme c'était montré, l'attachement des Français à l'Algérie avait été fort, en raison des millions de Français vivant en Algérie, et la longue histoire entre les deux pays. Cet attachement a été exacerbé par les pertes françaises coloniales en Indochine, au Maroc et en Tunisie. Il fut un traumatisme (Harrison, 75).

Par conséquent, je ne pense pas que ce sera une erreur de théoriser que les actions radicales de la part des citoyens français et de la police ont été causés par cette connexion et une perte profonde. Nous allons analyser comment les hommes politiques français ont réagi à cette perte coloniale, et envers les immigrés algériens vivant en France qui ont servi comme un rappel.

Le Premier Ministre français Pierre Mendès-France a déclaré en 1954 « Les départements d'Algérie ... sont français depuis une [sic] longtemps et d'une manière irrévocable ... Ici, c'est la France » (Journal Officiel). Avec la perte de l'Algérie, les politiciens français ont lutté pour maintenir « l'Algérie française ». Cette lutte est d'une importance évidente pour les immigrés algériens, car elle définit comment les politiciens voulaient modeler la façon dont les Algériens avaient interagi avec la France. C'était une volonté de préserver la grandeur de la France:

“Beneath the invective of political division in speeches of the country’s political leaders”, [Smith trouve] “A shared anguish.... At the passing of national greatness, a shared belief that France should retain her independence in a hostile world, a shared fear that her inability to regain international rank would be the consequence of her own internal decadence. Studies that obscure this common commitment foster a sort of collective amnesia that has seemed to set in since De Gaulle’s announcement of Algerian independence (Smith).

Il y avait donc un sens pour les politiciens français que, afin de maintenir la réputation de la France dans le monde, il était essentiel de garder les Algériens comme des Français. Ce ne signifie pas que l'Algérie devait être une colonie française, mais que les Algériens, et en particulier les immigrés algériens, devaient avoir été influencée dans les mœurs françaises. Il est difficile de trouver des comptes définitifs de discours politiques sur les immigrés algériens, mais il est mieux d'extrapoler à partir de la preuve sur la façon dont les immigrés algériens ont été traités politiquement. C'était un moyen

de 'soft power' français, mais aussi quelque chose de plus fondamental que ça. C'était un effort pour former la conscience de la publique, d'ignorer les pertes passées en affirmant l'influence. Comme de Tocqueville a dit en 1841 :

Je ne crois pas que la France puisse songer sérieusement à quitter l'Algérie. L'abandon qu'elle en ferait serait aux yeux du monde l'annonce certaine de sa décadence. Il y aurait beaucoup moins d'inconvénient à nous voir enlever de vive force notre conquête par une nation rivale... si la France reculait devant une entreprise où elle n'a devant elle que les difficultés naturelles du pays et l'opposition des petites tribus barbares qui l'habitent, elle paraîtrait aux yeux du monde plier sous sa propre impuissance et succomber par son défaut de cœur (Tocqueville, 4).

Mais il avait aussi un sentiment que les immigrés algériens n'ont jamais été vraiment français, mais que l'influence française qui existait était un cadeau pour eux, ou une manière de dompter leur sauvagerie. C'est quelque chose que nous voyons en France à ce jour (et quelque chose qui sera discuté plus loin): il y a une distinction entre la nationalité et la citoyenneté (Castenada, 17). Les droits juridiques pourrait être reconnus comme une facette de la culture française qui est essentiel d'étendre, mais des droits de vote sont quelque chose qui appartient uniquement au des véritable citoyen français (Castenada, 17). Il y a donc une relation conflictuelle que nous voyons dans la politique de la France envers les immigrants, mais il est celui qui doit être extrapolée à partir de ses politiques envers l'Algérie elle-même. Il s'agit d'un effort de maintenir l'influence et sauver la face, mais en même

temps d'affirmer la supériorité, et cela a eu des répercussions sur les immigrés algériens.

Une partie de cette idéologie politique est devenu incorporé dans le Front national dans les années qui ont suivi la guerre. Le Front été créé en 1972 et a insisté, et continue d'insister, que les Algériens soient incapables d'assimiler. . Une partie de la raison que les Algériens ont restés séparés du reste de la population dans les années 1970 était à cause de la sensation que la première génération des immigrés algériens ne pouvait pas intégré parfaitement avec la société française. Ils ont été contraints de composer avec la discrimination dans les institutions publiques, en particulier avec les systèmes de police et judiciaire. Leur situation n'était pas seulement avec la société, mais la politique qui ont engendré de tels sentiments (House).

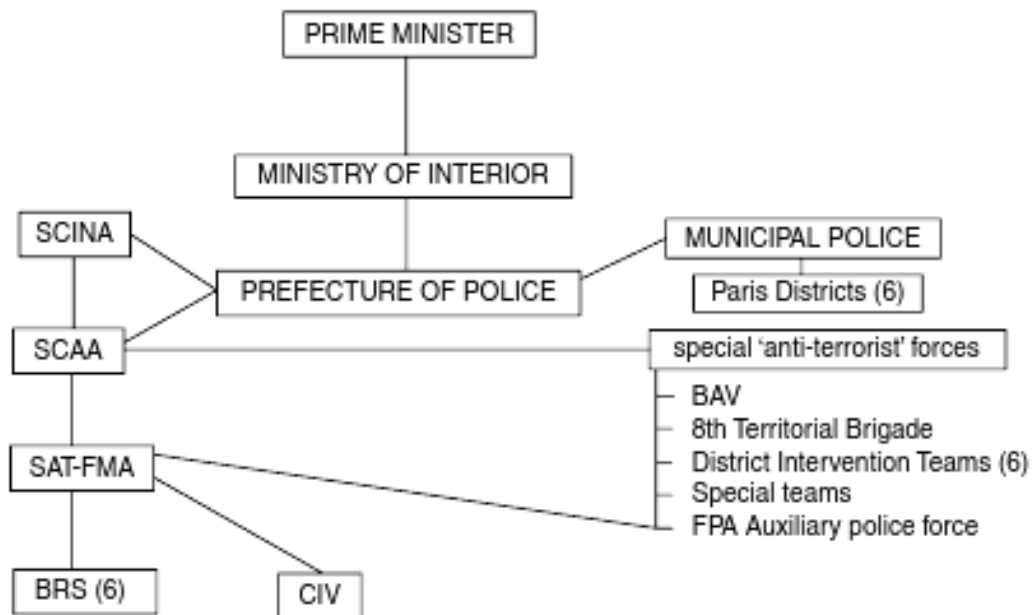
C'était un reflet des valeurs qui s'installaient dans la période avant et pendant la guerre d'Algérie. Même si de nombreux musulmans algériens étaient des citoyens français, ils ont été privés de représentation politique, et ils ont vu le racisme et la répression constante par la police et judiciaire quand en Algérie (House and MacMaster, 27). C'était un sentiment qui s'est poursuivie en France pour les immigrés algériens. L'opinion politique est devenu que les immigrés avaient des droits différents entre le supérieur européen et de ses sujets coloniaux, même après que l'Algérie n'était plus une colonie française: "the 'civilizing mission' dictated that enlightened French masters could legitimately subject backward peoples to a firm paternalist regime that knew

what was in their best interest and could ensure their progress to a better future" (House and MacMaster, 27).

L'inclusion sociale pour les immigrants dépend fortement au bord de l'inclusion politique (Castenada,30). Les moyens plus politiques qui existent pour les immigrés, plus ils sont inclus. La compréhension raciale et le respect mutuel doivent d'abord être encouragées politiquement. Les orientations politiques en place et la méfiance sociale envers les immigrants donc augmenté les uns des autres (Castenada, 30). La société a exigé la discrimination, et les politiciens l'ont gardés en place.

Un exemple concret de ces efforts politiques sont celles introduites par le gouvernement en 1958. L'ordonnance a permis les Algériens d'être détenus sans charges pendant deux semaines, et le ministre de l'Intérieur a mis en place des camps de détention où les Algériens pourraient être détenus et expulsés. Une bureaucratie a été mise en place exclusivement pour le but d'examiner les Algériens (voir image ci-dessous).

Ces départements étaient centrées non seulement sur la répression du terrorisme commis par le FLN, mais aussi la répression des mouvements politiques algériens. Il est devenu un environnement politiquement et socialement toxique. Des algériens ont été arrêtés en masse, battus sans motif, et souvent intimidés. Il était donc une forme de répression politique, car il a été créé politiquement.



Abbreviations

BAV	Brigade des agressions et violences
BRS	Bureaux de renseignements spécialisés
CIV	Centre d'identification de Vincennes
FPA	Force de police auxiliaire (the 'harkis')
SAT-FMA	Service d'assistance technique aux Français musulmans d'Algérie
SCAA	Service de coordination des affaires algériennes
SCINA	Service de coordination des informations nord-africaines

(House and MacMaster, Paris 1961, 71).

Même les groupes socialistes ont contribué à ce thème de la supériorité colonialiste, au détriment des immigrés algériens. Même s'ils étaient contre la guerre, le manifeste d'un groupe socialiste a déclaré: «Le Parti Socialiste, fidèle à la doctrine de l'émancipation des peuples indigènes, se propose de leur accorder la liberté de l'autogouvernement au niveau local tout en même temps réaliser un véritable association" (Harrison, 86). C'était une

doctrine qui n'avait pas une véritable émancipation. Il y avait des notes de la réforme, mais mêmes doctrines libérales manquait de véritables changements significatifs.

Cependant, nous pouvons trouver des différences entre le traitement des Algériens en Algérie et les immigrés algériens en France. Il y avait des contraintes sur la répression française parce que d'un grand nombre de groupes qui étaient pour les droits de l'homme, les partis politiques libéraux et les églises, entre autres groupes (House and MacMaster, 28). Les humanistes français ont accusé le gouvernement d'abandonner les principes qui ont fondé la France, la «Déclaration des Droits de l'Homme". Une importance particulière pour eux était l'utilisation de la torture sur les immigrants algériens au cours des interrogatoires (Obuchowski, 94). C'était un rappel de l'utilisation de la torture par des Nazis avec le but de disloquer les groupes de résistance, et par les régimes passés. Mais cette opposition, bien que d'un caractère politique, n'a pas été faite par des politiciens, mais par des écrivains comme Sartre (Obuchowski, 94).

Le chef de la politique sociale en France, Michel Massenet, a fait valoir qu'il y avait une nette différence entre le bien-être de la police et les mesures sociales. Il a rédigé un rapport après le massacre d'Octobre, en faisant valoir que les assassinats et les meurtres qui avaient été perpétrés contre des immigrés algériens ont été créés par les politiques gouvernementales et qu'ils ne doivent plus avoir une place dans la vie politique (House et MacMaster, 145).

Massenet a également parlé des conditions horribles dans les centres de détention mis en place pour les Algériens. Mais politiquement, il n'avait pas d'importance, même s'il a tenté de mettre en garde le Premier ministre et le ministre de la Justice. En fait, la seule personne qui a écouté était le secrétaire d'État, qui a dit que les assassinats des

honest [Algerian] workers who were more concerned with finding protection than committing acts of aggression' could only build up bitter resentment that would have 'the most regrettable political consequences'. It was unacceptable that social welfare carried out over several years should be paralysed by the interference of police measures (House and MacMaseter, 145).

Mais il a aussi été ignoré. Ce que nous pouvons voir, donc, à la fin de la guerre d'Algérie et de la perte de l'Algérie française, était un mouvement politique désespéré pour conserver un sentiment de supériorité française. Le problème avec ce type de politique, c'est qu'il n'a pas seulement un impact sur la communauté internationale, mais aussi les immigrants algériens vivant en France. Les politiciens français avaient toléré les injustices sociales perpétrées contre les immigrés, et en faisant, ont prolongé l'agitation politique qu'ils tentaient de démanteler.

Les immigrants après la première génération

Tel était l'état de la vie des immigrants au cours des années durant et après la guerre d'indépendance d'Algérie. Mais comment étaient traités les immigrés algériens après la première génération, et comment sont-ils

traités aujourd'hui? À certains égards, heureusement, leurs vies sont meilleures. Cependant, d'autres exemples montrent que certaines choses n'ont pas changé. Le nombre de naissances a diminué, passant de 800 400 en 1980 à 742 000 en 1992. Il y a des «primes» donnés à des familles qui ont des enfants supplémentaires, et l'âge moyen des travailleurs est en augmentation. Donc, il semblerait que la France a besoin de plus de travailleurs pour remplir ses effectifs et de soutenir ses programmes d'aide sociale (Verbosky, 1).

Toutefois, ce n'est pas vraiment le cas en France aujourd'hui. La France a quelques des plus strictes lois contre les immigrés dans le monde. Le concept de "jus soli" n'existe pas en France: les enfants d'immigrés ne sont pas citoyens, à moins qu'ils choisissent de devenir des citoyens quand ils atteignent l'âge approprié (16-18 ans). Des partis politiques, comme le Front national, continuent à être supporté par des citoyens qui sont irrités par les taux élevés de chômage, et la population d'immigration reste principalement africain (Verbosky, 2). En 1993, les "lois Pasqua" ont été initiés. Ces lois autorisent la police à effectuer des contrôles d'identité sans motif et d'expulser les immigrés légaux, et les immigrants ne peuvent pas apporter les membres familiales pendant au moins deux ans. Cette loi est compliquée par le fait que l'Algérie faisait partie de la France jusqu'en 1962; sous la «double droit de sol", l'enfant d'origine française qui est né au parents nés en France est donc français. Ainsi, si un enfant a des parents qui sont nés en Algérie avant 1962, il est

français (Alba, 28). Le résultat de cet état de fait est que la grande majorité des immigrés algériens sont des citoyens français, un statut que beaucoup d'autres immigrants qui vivent en France n'ont pas.

Mais, il existe une qualité persistante des inégalités d'immigrés algériens vivant en France. Au sujet de la première génération d'immigrés algériens en France, nous avons appris leur faible niveau d'éducation, par exemple, par rapport aux citoyens français, qui conduisent à des algériens de travaillant dans des environnements dangereux. Mais qu'en est-il les algériens de deuxième génération, qui ont été socialisés et éduqués en France? Des auteurs ont identifié un processus d'assimilation qui est stratifiée. L'assimilation permet des certains immigrants à entrer dans le «mainstream», tandis que beaucoup d'autres restent dans le « underclass », un terme qui est utilisé pour les immigrants qui ne sont pas visible socialement et sont marginalisés économiquement (Meurs, 764). Depuis 1970, les opportunités en France pour l'emploi ont durci, en particulier pour ces nouvelles générations. Ces descendants sont nés dans des conditions défavorables, et vivent dans une dynamique de discrimination (Meurs, 764).

**TABLEAU 2.- SITUATION DES IMMIGRÉS PAR RAPPORT AU MARCHÉ DU TRAVAIL
SELON LEUR PAYS D'ORIGINE (EN %)**

Pays d'origine	Hommes				Femmes			
	Emploi	Chômage	Inactivité	Total	Emploi	Chômage	Inactivité	Total
Italie, Espagne	88,6	10,7	0,7	100 (255)	68,3	13,8	17,9	100 (402)
Portugal	88,9	9,8	1,3	100 (545)	72,9	10,2	16,9	100 (876)
Algérie	66,9	29,6	3,5	100 (396)	41,8	30,5	27,7	100 (587)
Maroc, Tunisie	73,5	24,6	1,9	100 (563)	36,8	26,1	37,1	100 (811)
Afrique sub-saharienne	71,3	26,7	2,0	100 (249)	47,9	30,7	21,4	100 (565)
Turquie	72,8	24,9	2,3	100 (256)	22,5	18,7	58,8	100 (344)
Asie du Sud-Est	80,6	16,0	3,4	100 (292)	56,0	21,0	23,0	100 (428)

() : effectifs
Champ : ensemble de la population immigrée (G1 + G1,5) âgée de 18-40 ans, hors étudiants.
Source : Insee, enquête Étude de l'histoire familiale, 1999.

TABLEAU 3.- SITUATION DES SECONDES GÉNÉRATIONS PAR RAPPORT AU MARCHÉ DU TRAVAIL SELON LE PAYS D'ORIGINE DES PARENTS (EN %)

Pays d'origine	Hommes				Femmes			
	Emploi	Chômage	Inactivité	Total	Emploi	Chômage	Inactivité	Total
Italie, Espagne	88,7	10,3	1,1	100 (1 829)	75,2	13,5	11,3	100 (2 866)
Portugal	83,8	14,3	1,9	100 (496)	74,7	16,0	9,4	100 (783)
Algérie	74,8	23,2	2,0	100 (1 706)	64,6	22,3	13,1	100 (2 679)
Maroc, Tunisie	79,0	19,4	1,6	100 (780)	66,4	21,7	11,9	100 (1 211)
Afrique sub-saharienne	78,1	19,2	2,6	100 (186)	71,4	18,8	9,8	100 (312)
Turquie	74,4	21,2	4,4	100 (45)	39,4	29,4	31,2	100 (80)
Asie du Sud-Est	76,0	22,7	1,3	100 (134)	75,9	11,6	12,6	100 (195)

() : effectifs.
Champ : descendants d'immigrés (G2 + G2 mixte) âgés de 18-40 ans, hors étudiants.
Source : Insee, enquête Étude de l'histoire familiale, 1999.

(Meurs, 771)

Comme on peut le voir sur les deux tableaux de données ci-dessus, les immigrés algériens vivant en France en 1999, et aussi les immigrants de deuxième génération, ont des niveaux d'emploi extrêmement faibles. Le risque de chômage des immigrants de deuxième génération est jusqu'à deux fois plus que les natifs (Meurs, 773). C'est une contradiction de l'hypothèse que la mobilité sociale des immigrants est aidée par les programmes de socialisation et d'éducation que la France a fait pour les immigrants (Meurs, 771). Pourquoi est-

ce que ces inégalités persistent plusieurs décennies après la fin de la guerre d'indépendance d'Algérie?

Il y a de nombreuses raisons. Les immigrés algériens qui sont des enfants peinent à gagner les mêmes niveaux de l'éducation que les français blanc, et pour une variété des raisons. Les différences linguistiques entre l'arabe et le français, par exemple, sont extrêmement importantes, et elles sont souvent difficiles à surmonter. Seulement la moitié de la deuxième génération d'immigrés algériens en France ont dit que leur langue maternelle est le français, et un tiers des immigrants de deuxième génération ne parlent pas français (Alba, 37). Les différences visibles entre les personnes d'origine algérienne et les personnes d'origine européenne constituent une barrière raciale pour les immigrants algériens qui cherchent du travail (Alba, 39). En fait, les jeunes immigrés algériens ont plus de difficultés à trouver du travail que n'importe quel autre groupe d'immigrants en France. Pendant les quatre années après la fin de leurs études, les immigrants algériens de toutes les générations ont le plus des nombres des périodes de chômage et reçoivent le moins d'aide pour trouver un emploi (Meurs, 775). Il existe des liens manifestes entre l'origine ethnique et les taux d'emploi en France. D'autres facteurs incluent un taux élevé de rencontres avec la police et des taux élevés de départ prématuré de l'école (Alba, 42).

Pour les femmes de la deuxième génération, le risque de chômage est encore plus élevé. Les facteurs qui ont influencé ce risque sont supposés être la tradition arabe des rôles entre les sexes, tels que les tâches domestiques et de la

maternité (Meurs, 776). Le fait que 41 pour cent des immigrés algériens sont âgés de moins de 10 augmente le fardeau des mères algériennes, parce que les femmes doivent rester chez lui avec leur enfants et donc n'ont pas les mêmes possibilités d'emploi que les hommes. (Meurs, 77)

TABLE I. Proportion of Women in the Foreign Population in France, by Selected Country of Citizenship

Country	1975 census	1982 census	1990 census
European Union			
Italy	43.7%	43.2%	43%
Spain	47.2%	47.2%	48%
Portugal	46.1%	47.1%	46.5%
Other	43.9%	47.5%	49.8%
Northern Africa			
Algeria	32%	38.6%	41.3%
Morocco	26.7%	39.1%	44.1%
Tunisia	30.9%	37.8%	42%
World total	40.1%	42.9%	44.9%
<i>Sources:</i> Tribalat (1989), INSEE (1990).			

(Wenden, 138)

De plus en plus d'immigrants algériens sont des femmes. En raison d'un manque de protection et des programmes gouvernementaux, et en raison de leur statut marginalisé, les femmes algériennes sont particulièrement vulnérables à l'exploitation sexuelle au travail. Aussi, la société française ne pense souvent qu'à des femmes musulmanes en termes de ne pas atteindre les normes culturelles (Wenden, 135). Les sanctions françaises contre le voile, par exemple, ont causés des femmes algériennes de devenir plus isolé dans le monde

traditionnel. Pourtant, la deuxième génération des femmes algériennes en France ont aussi plus de mobilité et d'autonomie que ce qu'ils auraient en Algérie et plus que les immigrants de première génération. Le rendement scolaire des deuxièmes femmes algériennes génération est comparable à celle des hommes de la deuxième génération, et le taux de natalité a diminué de moitié de 1962 à 1982. Le nombre d'enfants a également diminué, de huit à deux. Alors que 70% de la première génération des femmes algériennes ont été mariées avant l'âge de vingt ans, seulement 15% des femmes de deuxième génération sont mariées avant vingt ans (Wenden, 139). La polygamie est pratiquement inexistante. Pourtant, au sein de la structure familiale traditionnelle algérienne, les femmes de deuxième génération n'ont pas l'égalité des droits (Wenden, 140). Par exemple, ces femmes n'ont pas la même autonomie que les hommes dans la famille.

Les Algériens, qui sont très majoritairement musulmans, aussi lutter d'être acceptés par un pays qui a été majoritairement catholique pendant des centaines d'années. Alors que la laïcité garantit qu'il y a peu de participation et interaction religieuse envers le gouvernement, il a aussi les religions minoritaires confine à un état dans lequel il n'y a pas de parité religieuse (Alba,33). Par exemple, alors que les fêtes religieuses chrétiennes sont respectées au niveau national, il n'y a pas cette reconnaissance pour les religions musulmanes. Un autre cas dans la controverse entourant le port du foulard par les musulmans, tandis que le port des croix et des kippas était incontestable. Bien qu'une loi ait été créée en 2004

pour interdire les signes religieux ostensibles de tous les types, il est entendu de viser principalement aux vêtements religieux musulmans (Alba, 33). En outre, les lieux de culte pour les musulmans sont souvent improvisés, tandis que les églises chrétiennes sont très visibles et bien connus, tels que Notre-Dame de Paris. En fait, il y a seulement cinq mosquées en France qui ont été construits comme des mosquées. En revanche, il y a 40.000 bâtiments chrétiens (Alba, 34).

La violence continue d'exister entre le gouvernement français et les immigrants algériens, bien que les raisons de la violence sont plus centrée autour de chômage que la controverse entourant la guerre d'Algérie. Les jeunes immigrants ont commencé les émeutes en 2005, et ont misé les voitures en feu alors qu'ils se sont battus avec la police, et après le Président Sarkozy a appelé les habitants du quartier «racaille». Tout comme avec les années du FLN avant, les gens ont commencé à associer les immigrés avec des groupes radicaux comme Al-Qaïda (Recchia, 49 ; LeMonde). Il a souligné le fait que l'assimilation et la cohésion sociale n'avaient pas encore été atteintes. La moyenne d'âge des émeutiers a été de 16, et constitue une preuve de l'absence de perspectives d'avenir, à la fois personnellement et professionnellement, pour les jeunes immigrés algériens en France (Recchia, 50). Il y a un sentiment de non-appartenance pour les jeunes immigrés algériens en France, qui vivent dans les banlieues pauvres et qui sont séparées spatialement du reste de la société française.

Psychologiquement, les liens communautaires qui ont gardé la communauté algérienne en France ainsi ont disparu avec le développement des banlieues. Quand une fois que les immigrés algériens ont vécus dans les bidonvilles se sont réjouis de vivre dans les banlieues, les banlieues sont devenues un espace claustrophobe où les liens communautaires sont détruits. Alors ils donnent un peu de réconfort physique, ils sont devenus l'incarnation de l'exclusion et la pauvreté (Recchia, 55). Il représente un espace qui est culturellement distinct du reste de la France, et les jeunes Beurs se sentent comme s'ils sont des citoyens différents quand ils sont forcés de vivre dans les banlieues (Recchia, 55). Il y a un manque d'un sentiment d'appartenance envers la France.

Donc, la distinction sociale entre les Français blancs et les immigrants de deuxième génération algériens reste encore. Il s'agit d'une ligne à partir de laquelle d'autres différences s'accumulent (Alba, 41). La deuxième génération se distingue par sa langue et ses coutumes, et par leur taux d'emploi et de la religion et les apparences physiques. Leur avenir est dans les mains de la majorité raciale et sociale, la personne typiquement française, qui assure que les changements institutionnels nécessaires pour l'assimilation d'exister véritablement. Des critiques disent que l'accent devrait être mis sur de meilleures normes de l'éducation pour les Algériens, moins d'interaction et de harcèlement par la police, et des meilleures possibilités d'emploi (Alba, 42).

Conclusion

Ce document a décrit le processus que avaient expérience les immigrés algériens en France pendant et après la guerre d'Algérie. C'était une vie dure, et ça continue d'être pour de nombreux Algériens de deuxième génération. Comme nous l'avons vu, de nombreux facteurs ont contribué à la mauvaise réception d'immigrés algériens en France. La première était celle de la guerre d'Algérie elle-même, qui a contribué à la destruction du sens français de supériorité coloniale, ainsi que d'un sentiment de supériorité culturelle et intellectuelle. Parce que la guerre a été si violente, de nombreux des immigrés algériens ont été associés à cette violence.

Les différences entre les niveaux d'éducation des Algériens et des français blancs continueront également à améliorer la vie des Algériens de deuxième génération. Nés dans le dénuement, les Algériens continueront à ne disposent pas des mêmes avantages que le reste de la société française. Le fait qu'ils sont séparés par la culture et aussi physiquement du reste de la société française est aussi décourageant.

Enfin, il est frustrant de voir que, dans le monde d'aujourd'hui, nous ne sommes pas aussi moderne dans nos points de vue que nous aimerions croire. Une véritable cohésion entre des immigrés algériens en France et le reste de la France ne peut pas exister lorsque les barrières raciales n'existent plus.

Oeuvres Citées

Alba, Richard. "Bright vs. Blurred Boundaries: Second-generation Assimilation and Exclusion in France, Germany, and the United States." *Ethnic and Racial Studies* 28.1 (2005): 20-49. Print.

Alexander, Martin S. *France and the Algerian War: 1954-1962 : Strategy, Operations and Diplomacy*. London [u.a.: Cass, 2002. Print.

Castenada, Ernesto. "Immigrant Political Voice in a Comparative Perspective." Proc. of ASA Mini-Conference: Comparing Past and Present, Berkley, CA. *ASAnet.org*. 12 Aug. 2009. Web.

Delerm, Robert. "La population noire en France." *Population (French Edition)* 19.3 (1964): 515-28. Print.

Girard, Alain, and Joseph Leriche. "Les algériens en France. Étude démographique et sociale." *Population (French Edition)* 2.2 (1955): 267-80. Print.

House, Jim. "The Colonial and Post-colonial Dimensions of Algerian Migration to France." *History in Focus*. University of Leede. Web. 19 Feb. 2012. <<http://www.history.ac.uk/ihr/Focus/Migration/articles/house.html>>.

House, Jim, and Neil MacMaster. *Paris 1961*. Oxford: Oxford UP, 2009. Print.

Horne, Alistair. *A Savage War of Peace: Algeria, 1954-1962*. New York: New York Review, 2006. Print.

Journal officiel, 13/11/54, p.4961.

Kinsey, Joanna. "The Algerian Movement to Greater Marseille." *Geography* 64.4 (1979): 338-41. *JSTOR*. Web.

MacMaster, Neil. *Colonial Migrants and Racism: Algerians in France, 1900-62*. New York: St. Martin's, 1997. Print.

Naylor, Phillip Chiviges. "French-Algerian Colonial Relations and the Political Decolonization of Algeria and the Evian Accords." *France and Algeria: a History of Decolonization and Transformation*. Gainesville, FL: University of Florida, 2000. 1-46. Print.

"Nicolas Sarkozy Continue De Vilipender "racailles Et Voyous"" *Le Monde*, 11 Nov. 2005. Web. 04 Mar. 2012. <http://www.lemonde.fr/societe/article/2005/11/11/nicolas-sarkozy-persiste-et-signe-contre-les-racailles_709112_3224.html>.

Recchia, Francesca. "Immigration, Politics and Violence in Urban France: Between Fiction and Fact." *Information, Society and Justice* 2.1 (2008): 47-61. Print.

Smith, T. "The French Colonial Consensus and People's War, 1946-58." *Journal of Contemporary History* 9.4 (1974): 217-47. Print
Tocqueville, Alexis De. *Travail sur l'Algérie*. Chicoutimi: J.-M. Tremblay, 2002. Print.

Verbosky, Sarah. "Immigration in France: The Economics and Politics of a Sensitive Issue." Lehigh University Publications. Print.

Wenden, Catherine Wihtol. "Young Muslim Women in France: Cultural and Psychological Adjustments." *Political Psychology* 19.1 (1998): 133-46. Print.